

## Un entretien avec l'homme fort du Rwanda

# Quand la France jetait Kagamé en prison...

En janvier 1992, le chef de la guérilla du Front patriotique rwandais est invité à Paris. Il est reçu au Quai d'Orsay et à l'Élysée. Puis il est arrêté par la police.

Personnalité austère et timide, haute et mince allouette de Tutsi, tout juste 40 ans, Paul Kagamé est très marqué par la culture anglo-saxonne. Il déteste se mettre en avant. Il est le contenu du titre de vice-président et ministre de la Défense du Rwanda, alors qu'il est incontestablement l'homme fort de l'ancienne petite colonie belge. En 1994, il a mené le FPR (Front patriotique rwandais, majoritairement tutsi) à la victoire militaire contre un régime qui, phagocyté par ses extrémistes hutus, soutenu à bout de bras par l'armée française de 1990 à 1993, se livra d'avril à juillet 1994 à un génocide contre la minorité tutsie. En mai 1997, Laurent-Désiré Kabilu, leader « inventé » puis propulsé militairement par Kagamé, s'empare du Zaïre voisin, le plus grand pays d'Afrique. Sa famille ayant fui les persécutions au Rwanda pour se réfugier en Ouganda alors qu'il avait quatre ans, Paul Kagamé est anglo-

phone. Sa carrière militaire commence en 1960, lorsqu'il rejoint dans le maquis la NRA (National Resistance Army) de Museveni. Lorsque ce dernier s'empare du pouvoir à Kampala, Kagamé est nommé chef de la sécurité militaire de l'armée ougandaise. Le 1<sup>er</sup> octobre 1990, jour où le FPR lance sa première offensive armée, Kagamé est à l'étranger, stagiaire à l'École de guerre américaine de Fort-Leavenworth. Il revient précipitamment sur le terrain, où il trouve un FPR - dont le chef est mort au combat - en pleine déconfiture militaire. Il est choisi par les officiers comme nouveau commandant en chef. Imposant une discipline de fer, il parvient en trois ans à transformer cette guérilla en véritable armée. Dans son bureau du Conseil des ministres à Kigali, il a longuement relu *Le Figaro*.



Paul Kagamé dans la brousse au nord du Rwanda, en juin 1994, peu avant la prise de Kigali par le FPR. (Photo Bernard Sidié/Gamma)

LE FIGARO. - Alors, Paul Kagamé, vous êtes ce Bonaparte qui avez chassé les Français d'Afrique centrale ?  
Paul KAGAMÉ. - Je ne résumerai pas notre lutte actuelle et passée à un combat contre les Français ou contre la France. Ce que nous avons fait, pour prendre le cas particulier du Rwanda, c'est d'empêcher de libérer notre pays de toutes ces forces qui obéissent à nourrir les divisions au sein de notre société... Toute

### PROPOS RECUEILLIS À KIGALI PAR RENAUD GIRARD

mon énergie, je l'ai consacrée à la libération générale de mon pays, plutôt qu'à seulement pousser les Français ou tel autre pays à s'occuper de leurs propres affaires...  
- En vertu d'accords de coopération militaire, l'armée française a été présente au Rwanda de 1990 à 1993. Pensez-vous qu'elle ait vraiment, au cours de cette période, encouragé les divisions ethniques dans votre pays ?  
- Paul Dijoud est-il le seul responsable français qui vous avez vu à cette époque ?  
- Non, j'en ai rencontré d'autres. Par exemple, j'ai été reçu par Jean-Christophe Mitterrand à l'époque conseiller pour l'Afrique à l'Élysée, NDLR.

l'époque directeur des Affaires africaines et malgaches au ministère des Affaires étrangères, NDLR). Entre autres choses, il nous a dit très clairement : « Si vous n'arrêtez pas le combat, si vous n'empêchez pas vos frères et vos familles, parce que tous auront été massacrés ! ». Cinq ans plus tard, ces mots résonnent encore à mon oreille. Je n'arrive pas à les oublier. Il est extrêmement troublant qu'un res-

ne veux pas donner l'impression que j'en ai gardé de la rancœur...  
- Mais, si c'est vrai, c'est une énorme bourde diplomatique...  
- Certes, il y a eu un problème, mais dans ma vie, j'en ai vu d'autres... Ce n'est pas grave.  
- Oui, mais quand même !  
- D'accord, c'est vrai, nous avons été maltraités, mais tout ça a pris fin. Certes, il n'y a pas eu d'excuses, mais, bon...  
- Il est intéressant de comprendre comment le système diplomatique français a pu commettre une telle gaffe ! On n'empêche pas une délégation qu'on a invitée pour dialoguer !  
- (Rires). Peut-être que les autorités françaises pensaient tellement que ma place était dans une prison que j'ai fini par me reconnaître... Mais, rassurez-vous, je n'ai pas pris cela mal, j'ai pensé que ça faisait simplement partie du cours normal de notre combat.  
- Pour que les lecteurs comprennent bien, vous avez été enfermé dans votre chambre d'hôtel ?  
- Non, non, dans une cellule de police.  
- Dans une cellule de police à l'aéroport ?  
- Non, derrière des barreaux dans une cellule d'un bâtiment de la police à Paris. Je ne pourrais pas vous dire où car je ne connaissais absolument pas votre ville. On

tionné les noms des différentes personnalités officielles françaises que j'avais rencontrées... Rien n'y a fait. Je ne sais vraiment pas ce qu'ils avaient en tête...  
- Je n'ai rien vu de la croire, en prison, après avoir été reçu par Paul Dijoud et Jean-Christophe Mitterrand...  
- Oui, en prison, pour une douzaine d'heures environ.  
- Et, le soir, un policier est venu vous ouvrir votre cellule et vous libérer sans explication, sans la moindre excuse ?  
- Non, on m'a amené ensuite dans le bureau d'un chef qui a pris mon identité, et qui m'a interrogé sur une foule de détails. Mais rien de ce qu'il m'a dit ne ressemble, de loin

Ma réaction a été de m'opposer à l'implication des Français au Rwanda, car ils étaient montrés partiaux dans ce conflit depuis le début. Mais d'abord simplement pour inscrire noir sur blanc les motivations, car nous savions que notre opposition ne suffirait pas à arrêter l'expédition française, à empêcher la France d'obtenir son mandat auprès du Conseil de sécurité des Nations unies.  
- Pensez-vous vraiment que la France a mis en place cette opération Turquoise pour protéger ses intérêts, les Forces armées rwandaises (FAR) du régime d'Habyarimana ? N'avait-elle pas plutôt une sincère motivation humanitaire ?  
- Je ne veux pas me livrer à des spéculations intellectuelles. Mais en m'en tenant simplement aux faits sur le terrain, encore aujourd'hui, je ne comprends pas l'utilité de cette opération Turquoise. Si vous la considérez sous le seul angle humanitaire, combien de vies a-t-elle vraiment sauvées ? En fait, dans la zone Turquoise, durant son occupation par les troupes françaises, beaucoup plus de gens ont été tués que sauvés. Demandez-leur combien d'as-

siants ont-ils réellement empêchés ?  
- Vous voulez dire que, en zone Turquoise, alors que les soldats français étaient déployés, les massacres de civils tutsis par les milices hutues interahamwe ont continué ?  
- Il n'y a aucun doute là-dessus.  
- Les officiers français étaient au courant ?  
- Demandez-leur. Qui n'y avait pas eu d'opération Turquoise, vous auriez pu arrêter davantage de criminels car vous vous seriez emparés des frontières plus rapidement ?  
- Il n'y a aucun doute là-dessus. La seule question qui compte est de savoir ce qu'a concrètement été l'opération Turquoise.  
- Mais les soldats français ont incontestablement sauvé de nombreuses vies ! On a tué ou ses images télevées ou des médecins militaires signaient les gens...  
- Oui, incontestablement,

- Attendez-vous de la France des excuses pour l'opération Turquoise ?  
- C'est aux autorités françaises de juger par elles-mêmes ; moi, je n'en demande pas.  
- Mais les relations franco-rwandaises sont plutôt fraîches...  
- Elles ne sont ni mauvaises ni bonnes.  
- Alors, comment les améliorer ?  
- La communication est très importante. Sans doute que l'acceptation de certaines responsabilités par certaines personnalités françaises impliquées par le passé, dans le drame rwandais, pourrait faire avancer les choses...  
- Pensez-vous que la démocratie de type occidental, telle qu'elle a été prônée à la conférence de La Haye (1995), soit applicable à l'Afrique ?  
- Qu'il nous faille la démocratie, c'est certain. Mais l'Occident ne devrait pas prétendre nous prescrire quel type de démocratie. C'est à nous de la trouver, en fonction des circonstances locales.  
- Quel grand projet avez-vous à offrir à votre pays de manière à ce que le sillage Hutus-Tutsis soit dépassé ?  
- Nous devons faire un immense effort d'éducation. Montrer aux uns et aux autres que nous ne sommes pas des déshérités de haute ethnie. Dans ces guerres civiles, il n'y a que des perdants. Montrer que ce sillage est très largement artificiel et qu'il ne faut pas se laisser aller à des fins politiques par la puissance colonisatrice puis par les différents gouvernements de l'après-indépendance.  
- En juillet 1995, vous

## Opération Turquoise : « Les soldats français ont sauvé des vies. Celles des gens qui avaient participé aux massacres ! »

### Avertissement de Paul Dijoud : « Si vous n'arrêtez pas le combat, vous ne retrouverez pas vos familles, parce que tous auront été massacrés ! »

convalence qu'il n'y avait pas de solution de rechange, puisque tous les autres moyens politiques avaient été épuisés.  
- C'était le premier voyage de votre vie en France ?  
- Oui.  
- Pratiquement, l'accueil qui vous a été réservé par les autorités françaises a-t-il été chaleureux ?  
- (Rires).  
- On m'a dit, à Kigali, qu'il avait eu un petit problème à l'hôtel Hilton ?  
- Oui, oui, enfin...  
- Mais c'est intéressant ! C'est intéressant de laisser cela derrière nous et de l'oublier complètement !  
- Attendez, s'il est vrai qu'à l'occasion de la visite que vous avez faite aux autorités françaises vous avez été emprisonné, c'est quand même pas banal !  
- Ecoutez, je ne veux pas entrer dans les détails ; car je

à été amené dans les sous-sols d'un grand immeuble, on est resté, on a été enfermé.  
- Combien d'heures êtes-vous resté dans cette cellule de police ?  
- De 7 heures du matin à 8 heures du soir, environ.  
- C'est extraordinaire ! Un jour entier ! Et vous étiez traité derrière des barreaux ?  
- Oui.  
- Et quand vous avez rencontré Paul Dijoud, après votre journée en prison, vous l'avez vu ?  
- Non, cela s'est passé après notre entretien officiel...  
- Si je comprends bien, vous avez d'abord été reçu par le directeur des Affaires africaines et malgaches, et ensuite mis en prison.  
- Oui.  
- Quel motif les policiers ont-ils avancé lorsqu'ils sont venus vous arrêter ?  
- Je n'en ai aucune idée.  
- Mais quel, ils vous ont simplement dit « désolé, vous devez nous suivre ! »  
- Un matin à l'aube, ils ont fait l'appel, le réveiller à la main, dans ma chambre d'hôtel (Hilton de l'avenue de Solfren, NDLR). Ils ont crié : « Vous êtes en état d'arrestation » et ils ont commencé à nous fouiller. Certains des membres de notre délégation avaient échappé de très près dans un surplus américain. Les policiers nous ont dit : « Vous êtes un groupe terroriste ! ». Je leur ai alors expliqué qu'on était là dans le cadre d'une invitation officielle, j'ai men-

comme la maison mère des missionnaires de Giongoro...  
- Mais comment expliqueriez-vous cela ?  
- Comment expliqueriez-vous cela, vous voulez dire ? Moi, je ne saurais pas vous l'expliquer.  
- Pensez-vous vraiment que l'expédition française ait protégé et sauvé de nombreux participants du génocide ?  
- J'ai simplement dit que les assassins, les pillages et la fuite vers le Congo d'innombrables assaïnés ont continué alors que les Français étaient sur place.  
- Pensez-vous que, s'il



Paul Kagamé répondant, à Kigali, aux questions de notre envoyé spécial Renaud Girard. (DR)

ant. Peut-être ont-ils sauvé quelques individus, une poignée d'amis à eux. Vous ne pouvez pas sauver un Tutsi, alors que des centaines de milliers d'autres sont tués, et prétendre ensuite que vous avez sauvé toute la population ! C'est aussi l'argument qu'utilisent les « génocidaires » quand ils passent en procès : ils mentionnent toujours tel individu qu'ils ont sauvé, sans parler des centaines d'autres qu'ils ont tué par derrière...  
- Les parachutistes français avaient investi Kigali dès le 9 avril 1994, dans le cadre de l'opération Amaryllis de récupération des Européens. Pensez-vous qu'une fois leur mission achevée, ils auraient dû rester, pour empêcher le génocide de se poursuivre ?  
- Il aurait dû au moins persuader leurs amis des FAR d'arrêter les massacres ! Ils auraient dû utiliser leur influence !  
- Que faudrait-il de concret pour améliorer les relations franco-rwandaises ?  
- Nous n'avons pas d'attitude négative envers la France. Mais c'est vrai que nous devons bâtir une relation fondée sur les nouvelles réalités régionales, sur le respect mutuel. Cela ne peut plus être la relation d'un serviteur à son maître. L'ère du paternalisme est finie. Le Rwanda est certes un petit pays pauvre mais ses citoyens sont fiers, ils aspirent à la dignité, ils sont prêts à respecter les autres, pourvu qu'on les respecte eux-mêmes. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts pour une nouvelle relation avec la France.

avez déclaré à un émissaire de l'Union européenne : « Si vous ne désarmez pas les génocidaires qui ont trouvé refuge au Zaïre, il faudra bientôt que quelqu'un le fasse ». Est-ce à cette époque que vous avez décidé d'intervenir au Zaïre, ou la décision avait-elle déjà été prise en coopération avec le président Museveni et les Américains ?  
- (Rires). J'ai dit cela, c'est vrai. Mais, désolé, je n'ai pas l'intention de répondre à la deuxième partie de la question.  
- Quand avez-vous rencontré Kabilu pour la première fois ?  
- Je ne me souviens plus...  
- Avez-vous encore des conseillers militaires auprès de lui ?  
- Demandez-leur !  
- Dans le nord-ouest de votre pays, faites-vous la guerre ?  
- Il y a de l'insécurité, prônée par des soldats des ex-FAR et par d'anciens miliciens génocidaires qui sont revenus du Zaïre en se faisant réfugiés civils. Nous nous y attendons.  
- Il y a deux mois, un de vos conseillers américains vous a offert des possibilités d'une nouvelle opération de votre armée au Congo, pour détruire les sanctuaires des ex-FAR...  
- Pour le moment, je ne vois pas la nécessité de traverser la frontière. Mais, certainement, nous allons coopérer avec les autorités congolaises sur cette question.  
- Peut-on dire qu'au Rwanda et en Afrique centrale, les Américains sont en train de remplacer les Français ?  
- Je n'aime pas ce genre d'analyse. La concurrence entre la France et l'Amérique est tant et telle qu'elle existe, c'est leur affaire. Nous, nous ne défendons les intérêts ni des Français, ni des Américains, ni de tout autre. Nous ne nous soucions qu'à nos propres intérêts !

**pacha tours**  
CHARRIÉ D'ORIENT DE LA MER

**« Personne ne connaît la Turquie comme Pacha Tours »**

Catalogue Automne/Hiver de 52 pages gratuits sur demande  
3615 PACHA (23 F La minute)

Renseignements dans votre agence de voyages ou au 01.47.42.16.31